

Sauver le soldat Junker ou permettre une avancée démocratique ?

Category: Europe

écrit par Pacco | 17 juin 2014

Lors de la campagne électorale, les têtes de listes désignés par les différents partis européens – parmi lesquels Alexis Tsipras pour le Parti de la gauche européenne – se sont engagés à soutenir, pour la présidence de la Commission, le ou la candidat-e du parti arrivé en tête, en l'occurrence aujourd'hui Jean-Claude Junker, position que Tsipras a réaffirmée après l'élection. Guillaume Liégard, dans sa tribune Faut-il sauver le soldat Junker ? Certainement pas !, condamne avec la plus grande vigueur cette position.

Prenons un par un ses arguments. Guillaume admet que « le traité de Lisbonne a ouvert la voie d'un choix du président de la Commission qui pourrait passer par les électeurs eux-mêmes. ». Mais c'est pour indiquer aussitôt après que, vu sa nature, « Nous ne reconnaissons pas ce traité ». Mais reconnaissons-nous la légitimité des institutions de la Ve République ? Évidemment non, nous les considérons comme antidémocratiques. Et pourtant, cela ne nous empêche pas de d'agir dans ce cadre. Combattre le contenu fondamentalement néolibéral du traité de Lisbonne n'empêche pas de se saisir des quelques possibilités qui y sont offertes. Par exemple, ce traité étend considérablement les domaines où s'applique le processus de codécision entre le Conseil européen et le Parlement, ce qui accroît le rôle de ce dernier. Allons-nous, au nom de l'illégitimité du traité, refuser d'utiliser ce mécanisme ?

Guillaume veut nous enfermer dans une alternative artificielle : « soit les gouvernements décident soit on anticipe que le cadre fédéral est achevé et que les débats et décisions

devraient se faire dans le cadre du Parlement européen ». Et, nous dit-il, dans la seconde option, « il n'y a plus d'espace pour une désobéissance et une confrontation menée par un ou plusieurs pays et il faut attendre d'être majoritaire en Europe ». C'est faire une confusion totale sur le mode de fonctionnement de l'Union qui articule (mal) des éléments de fédéralisme – par exemple la BCE – et le maintien des États-nations. Guillaume oppose ces deux éléments qui en réalité se combinent, et semble faire de l'Europe la simple transposition à une échelle continentale de l'État-nation unifié. Cette approche « unitariste » du cadre politique passe ainsi totalement à côté d'un fait historique nouveau : la construction en Europe d'un nouvel objet politique qui, quoi qu'on pense de sa légitimité, n'est pas le décalque de l'État-nation et ne fait pas disparaître ce dernier.

Il faut donc que l'Europe avance sur deux pieds : Europe des peuples, donc des États, et Europe des citoyens, donc avec des éléments de fédéralisme. C'est cette articulation qu'il faut construire de façon démocratique. Cela suppose une démocratisation à la fois au niveau national et au niveau européen. Au niveau européen, la condition de cette démocratisation est une refonte radicale des traités, qui aboutissent aujourd'hui à l'exclusion du débat public et de la décision citoyenne des politiques économiques et monétaires. Donc, même dans une Europe totalement refondée telle que nous la souhaitons, il ne devrait pas avoir de fédéralisme intégral et aucune décision ne devrait être appliquée dans un État membre à un peuple si ce dernier la refuse.

Encore plus ennuyeux, Guillaume semble privilégier une Europe intergouvernementale et ne semble pas voir que ce sont les gouvernements qui ont construit l'Europe actuelle. Les traités européens et autres directives n'ont pas été imposés aux États. Ce sont les gouvernements nationaux qui ont été à la manœuvre pour les mettre en place. Rien ne s'est fait dans l'Union européenne contre les États et ce sont eux qui ont fait de l'Union européenne ce qu'elle est. Cela n'a pu d'ailleurs arriver que parce que la souveraineté populaire a

été bafouée aussi dans le cadre national et le déficit démocratique de l'Union européenne trouve son répondant dans celui des États-nations. L'opposition manichéenne entre l'État-nation et les institutions européennes ne permet donc pas de comprendre les dynamiques à l'œuvre. Donner des pouvoirs plus importants au Parlement européen ne donne évidemment aucune garantie sur le contenu des politiques menées. Mais c'est aussi le cas pour le Parlement au niveau national. Le problème n'est pas qu'il y ait ou non « une distorsion » entre les positions des gouvernements et celles du Parlement européen, mais de savoir si nous appuyons ou non une mesure allant dans le sens d'une démocratisation de l'Union, limitée certes, mais réelle. Il ne s'agit donc pas de soutenir la personne de Junker – de toute façon le prochain président de la Commission serait un conservateur – mais, dans ce cas, de faire abstraction de la personne pour privilégier la procédure nouvelle qui va dans le bon sens.

Dans sa conclusion, Guillaume revient sur les possibilités offertes à un pays voulant rompre avec les politiques néolibérales et il met en cause une réponse que j'ai faite à Cédric Durand. Contrairement à ce qu'il affirme, le débat n'est pas entre ceux qui pensent « qu'un clash serait inévitable, voire souhaitable » et ceux qui pensent qu'il faudrait négocier. Car tout simplement pour négocier en position de force, il faudra faire un clash et l'affrontement ne se fera pas simplement avec la Commission européenne, comme l'écrit Guillaume, mais aussi avec la plupart des gouvernements et avec les autres institutions de l'Union. Il n'y aura pas d'issue progressiste en Europe sans ouverture d'une crise politique majeure. En fait, Guillaume assimile explicitement faire un clash et sortir de l'Union. Or sortir de l'Union ne sera qu'une possibilité parmi d'autres, issue d'une situation concrète dont personne aujourd'hui ne peut prévoir la configuration.

Prenons l'exemple de la dette grecque. Comme Tsipras l'a affirmé à plusieurs reprises, il faudra l'annuler. Mais les conditions de l'annulation seront décisives, et dans ce cadre,

la menace d'une annulation unilatérale fait partie de la construction du rapport de forces nécessaire pour bien la négocier. Il faudra donc à la fois faire un clash et négocier. Je maintiens totalement ma réponse à Cédric Durand qui demandait : « Si la gauche radicale est en position de gouverner dans tel ou tel pays, va-t-elle négocier les conditions d'application de son programme avec Barroso, Draghi, Merkel ou leurs successeurs ? » Ma réponse reste : « Il faudra évidemment porter la division parmi nos adversaires, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur, passer des alliances tactiques, avancer certes hardiment, mais, sous peine de catastrophe, tenir compte des rapports de force, savoir hiérarchiser les objectifs et distinguer ce qui est le plus important à un moment donné pour pouvoir faire des pas en avant ». J'ajouterai que ce propos n'est pas particulièrement original, c'est le b-a ba de toute démarche stratégique.

Pour plus de développements sur les questions de stratégie, je renvoie au chapitre 6 du livre *Que faire de l'Europe ?* écrit dans le cadre d'Attac et de la Fondation Copernic.

Pierre Khalifa – juin 2014.